



Assemblée générale

Cinquante-troisième session

6^e séance plénière
Vendredi 18 septembre 1998, à 17 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Operti (Uruguay)

En l'absence du Président, M. Mra (Myanmar), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 17 h 10.

Point 93 de l'ordre du jour (suite)

Développement durable et coopération économique internationale

d) Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat

Dialogue de haut niveau sur le thème des répercussions économiques et sociales de la mondialisation et de l'interdépendance et de leurs incidences politiques

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant du Lesotho.

M. Mangoela (Lesotho) (*interprétation de l'anglais*) : C'est pour moi un honneur de faire une déclaration devant cette Assemblée sur ce thème important et si actuel. Je voudrais avant tout m'associer aux observations faites par le Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie qui s'est exprimé au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

Ce dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale montre une fois de plus clairement dans quelle intention la communauté internationale a négocié l'Agenda pour le développement. L'Agenda indique que :

«L'ONU est exceptionnellement bien placée pour promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation de l'économie mondiale et de l'interdépendance croissante entre les nations. Elle doit jouer un rôle central et plus actif et efficace dans la promotion de la coopération internationale pour le développement et donner de grandes orientations sur les questions de développement à l'échelon mondial.» (*A/51/45, par. 233*)

Les pays les moins avancés, dont le Lesotho fait partie, sont confrontés à d'énormes insuffisances de l'offre qui entravent tous leurs efforts pour tirer parti de la mondialisation de l'économie et de la libéralisation des marchés. À ces handicaps s'ajoute le problème de la dette extérieure qui est exacerbé par le déclin de l'aide publique au développement. Nous lançons donc un appel à la communauté internationale pour qu'elle augmente son aide aux pays les moins avancés et que celle-ci atteigne l'objectif fixé dans la Déclaration de Paris et le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés, — 0,15 à 0,2 % du produit national brut des donateurs — afin de donner aux PMA une chance raisonnable de se doter des capacités

nécessaires pour s'intégrer à l'économie mondiale. Sinon, les fruits de la mondialisation, comme ceux des négociations d'Uruguay, continueront d'échapper à ces pays. Et, à notre époque d'interdépendance des économies nationales, l'économie mondiale ne peut qu'en souffrir si les PMA restent marginalisés.

Les différentes études qui ont mené aux négociations d'Uruguay ont montré que la libéralisation du commerce entraînerait un accroissement sensible du revenu des pays en développement. Dans une de ces études, la Banque mondiale a estimé que les gains de revenus totaux dépasseraient 171 milliards de dollars, dont un tiers ira aux pays en développement.

On pensait que la libéralisation et la déréglementation du commerce découlant des négociations d'Uruguay et de la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) marqueraient le début d'une nouvelle ère de prospérité mondiale dont les pays en développement profiteraient, grâce à un meilleur accès aux marchés.

Il est vrai que les négociations commerciales multilatérales d'Uruguay ont débouché sur un système commercial plus ouvert, fondé sur le droit et plus prévisible, et sur une nette libéralisation des conditions d'accès aux marchés des produits. En outre, depuis la création de l'OMC, des négociations multilatérales importantes ont permis d'améliorer l'accès aux marchés de la technologie de l'information, des télécommunications et des services financiers. Le mécanisme de règlement des différends de l'OMC, qui renforce le système commercial multilatéral, offre une voie de recours efficace pour défendre le droit d'accès aux marchés.

Cependant, les bénéfices attendus de la relance du commerce mondial à la suite des négociations d'Uruguay sont moins évidents pour les pays les moins avancés. Des obstacles importants continuent d'entraver leur accès aux marchés d'exportation, notamment des crêtes tarifaires et la progressivité des droits. D'autre part, étant donné leur retard technologique, ils ont du mal à satisfaire à certaines normes.

Des accords de coopération dans le cadre de la coopération économique et technique entre pays en développement peuvent aider ces derniers à tirer parti de la mondialisation et de la libéralisation. Au sein des mécanismes de coopération régionale et sous-régionale, la normalisation est acquise dans certains domaines. Si les normes ainsi harmonisées sont spécifiquement régionales et fonctionnent de manière efficace, elles pourraient servir de modèle à appliquer dans un système international plus large. Si au contraire, elles sont proches de celles qu'exige la communauté

internationale, elles aideront les pays en développement à s'intégrer dans l'économie mondiale.

Dans ce contexte, la coopération Sud-Sud est tout indiquée pour servir les intérêts de l'économie mondiale et de tous les membres de la communauté internationale. Il faut donc encourager les pays du Nord à appuyer plus énergiquement les efforts de développement Sud-Sud notamment par une coopération triangulaire. Les modalités d'une telle coopération se dégageront sans doute de la série de réunions dans laquelle s'inscrit la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD).

La première de cette série de conférences (TICAD I) qui s'est tenue à Tokyo en octobre 1993, avait recommandé de renforcer la coopération Sud-Sud et souligné la nécessité d'une coopération entre l'Afrique et l'Asie. La deuxième, TICAD II, qui aura lieu du 19 au 21 octobre, devrait déboucher sur un programme d'action pour le développement de l'Afrique au siècle prochain et sur l'adoption d'un dispositif concret destiné à renforcer la coopération entre l'Afrique et l'Asie, et en particulier le Japon.

Plusieurs facteurs empêchent les pays en développement, surtout les moins avancés, de saisir les occasions offertes par la mondialisation. Premièrement, ces pays manquent de capacités technologiques; deuxièmement, ils manquent de compétences dans les domaines de la commercialisation, des entreprises et du contrôle de la qualité; troisièmement, les financements à long terme font défaut et le crédit commercial est trop coûteux; et quatrièmement, le cadre juridique et réglementaire n'est pas assez transparent.

En plus de ces facteurs, l'économie des pays les moins avancés est généralement tributaire des produits bruts ou semi-finis. Le déclin des prix des produits de base, accéléré par la crise financière de l'Asie de l'Est, a eu un effet dévastateur sur l'économie des pays les moins avancés, dont les producteurs souffrent à présent du marasme de la demande, de la pléthore de l'offre et de l'accumulation de stocks. D'autre part, ces pays dépendent des produits de base pour environ un tiers de leurs recettes d'exportation.

Les énormes arriérés de dette des pays à faible revenu continuent d'éroder leur potentiel d'investissement et de croissance; la tourmente financière qui se déchaîne ces derniers temps dans certaines parties du monde ne fait qu'aggraver le problème. Le manque de ressources continue d'être le principal obstacle au succès de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés. D'autre part, il est nécessaire d'assouplir et d'élargir les critères régissant le droit des États à profiter de cette Initiative.

Diverses mesures et stratégies ont déjà contribué à atténuer ce problème, mais pour trouver une solution durable, il faudrait étudier sérieusement les propositions tendant à ce que des ressources supplémentaires soient fournies sans que ce soit aux dépens de l'aide au développement.

S'agissant du fardeau de la dette et des problèmes de l'offre dans les pays en développement, nous nous inquiétons du déclin de l'aide publique au développement, d'autant plus que celle-ci est la principale source de financement du développement et fournit un apport essentiel pour l'infrastructure et le développement social. Si elle continuait de baisser, cela aggraverait la marginalisation des pays en développement dans une économie mondiale de plus en plus caractérisée par la mondialisation et la libéralisation. Afin que les pays les moins avancés puissent profiter des réformes économiques et structurelles qu'ils ont entreprises et les poursuivre, il faut que le flux de ressources extérieures vers ces pays s'accroisse et que leurs efforts pour renforcer leurs capacités et améliorer leur infrastructure soient appuyés.

Ce dialogue de haut niveau nous a donné l'occasion d'élaborer des stratégies pour saisir les occasions issues de la mondialisation et de la libéralisation tout en étudiant les moyens d'atténuer ses effets négatifs sur les pays qui ne sont pas en mesure d'en tirer avantage. Le dialogue a, nous l'espérons, atteint l'objectif assigné, à savoir le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement grâce au partenariat entre les pays développés et les pays en développement.

Le Président par intérim (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de l'ex-République yougoslave de Macédoine)

M. Calovski (ex-République yougoslave de Macédoine) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation souscrit à l'avis qu'a énoncé le représentant de l'Autriche au nom de l'Union européenne. Permettez-moi de commencer ma brève intervention en exprimant l'espoir que ce dialogue de haut niveau sera utile aux délibérations de l'Assemblée générale et d'autres instances qui s'intéressent aux conséquences de la mondialisation, ainsi qu'aux politiques des gouvernements, des États Membres et des organisations régionales concernées telles que l'Union européenne. Il serait important qu'en temps opportun le Secrétariat procède à une analyse pour donner suite à ce dialogue.

Même si beaucoup a été écrit et dit sur la mondialisation de l'économie internationale, ses incidences restent à bien des égards peu claires. En effet, la mondialisation est un changement qualitatif. C'est un phénomène pour ainsi

dire biologique. Nous mettrons donc un certain temps et peut-être même longtemps, à déterminer ses effets positifs et négatifs sur l'économie de chacun de nos pays et sur la coopération économique internationale. Cela n'est pas sans rapport avec l'avènement d'une période de dépendance totale après une période d'interdépendance aménagée.

Dans le contexte de la mondialisation, nous devons nous préoccuper de l'économie de nos pays. Nous devons suivre simultanément l'état de l'économie de nos partenaires, de nos voisins, de notre région, de notre continent et du monde et nous en préoccuper, faute de quoi nous ne pourrions pas réaliser notre potentiel de compétitivité, nous ne pourrions pas prévenir les effets négatifs de la mondialisation et notre économie pourrait être marginalisée. C'est la pire chose qui puisse arriver à une économie, en particulier aux plus petites et faibles d'entre elles.

Si l'on veut renforcer la coopération économique internationale, une des tâches prioritaires de l'Assemblée générale doit être de prévenir la marginalisation des petits pays économiquement faibles et fragiles. Seuls, ils sont incapables de faire face aux dangers de la marginalisation. Quelle pourrait donc être la réponse à la présente situation de dépendance, vu que dans le contexte de la mondialisation, il n'y a pas d'indépendance, en particulier pour les petits pays économiquement faibles?

La réponse est bien sûr toujours complexe. Elle est à rechercher dans la nécessité de changer les priorités politiques, économiques et sociales. Dans une large mesure, les problèmes actuels viennent de ce que la mondialisation de l'économie internationale n'a pas pour corollaire la mondialisation des relations politiques internationales. Il est clair que nous avons besoin d'une action mondiale, d'une action des Nations Unies pour modifier les priorités. Et ce changement doit être bien géré.

La première priorité pour l'Organisation des Nations-Unies nous paraît être de prévenir les conflits et de chercher des solutions aux crises actuelles. Cela peut être réalisé moyennant le strict respect de la Charte et, en ce qui concerne l'ONU, moyennant un renforcement du rôle de l'Assemblée générale qui devrait à l'avenir être un parlement des nations siégeant toute l'année.

La deuxième priorité devrait être l'adoption, par tous les États Membres, d'une politique étrangère de frontières ouvertes, conformément à la Charte. Il ne doit y avoir aucune restriction à la circulation des capitaux, des marchandises, des services et des personnes. La libéralisation du commerce international et de la coopération économique

doit s'accompagner d'une libéralisation des relations politiques internationales. Dans l'optique de notre débat, le renforcement de l'intégration politique et économique, en particulier pour les petits pays économiquement faibles, est fondamental. Pour mon pays, la République de Macédoine, et les autres pays de la région, l'intégration dans l'économie de l'Union européenne et dans les institutions euro-atlantiques est vitale. L'hésitation dans ce domaine est malsaine.

En vue de mettre fin à la marginalisation économique dont souffrent de nombreux pays, il faudrait que l'ONU, les institutions de Bretton Woods et les organisations économiques régionales telles que l'Union européenne adoptent et appliquent des mesures spécifiques, surtout en ce qui concerne l'accès aux marchés et le régime des investissements directs. En l'absence de telles mesures, il sera difficile d'assurer la croissance économique, de maîtriser l'inflation, etc.

La mondialisation est une tendance irréversible. Mais il est possible de prévenir la marginalisation. Il est compréhensible qu'aujourd'hui, l'on se préoccupe surtout de la situation des grandes puissances économiques d'Eurasie et d'Amérique latine. Ce serait une erreur inexcusable que d'oublier les petits pays économiquement faibles et de les laisser se marginaliser.

J'ai cité un certain nombre de problèmes qui nous préoccupent. Il y en a bien sûr beaucoup d'autres. Ce que je voulais surtout souligner devant cette instance mondiale, c'est que l'on ne peut plus parler d'économie indépendante et que nous sommes tous responsables des effets négatifs de la mondialisation. C'est pourquoi la mondialisation doit être gérée au niveau national et international. L'exemple de mon pays suggère qu'au niveau national, nous devons poursuivre la politique d'adaptation continue aux changements que nécessite la mondialisation des relations internationales, et à l'étranger, nous devons chercher à promouvoir l'intégration de notre économie dans l'Union européenne.

Nous sommes entrés dans une phase de dépendance totale et c'est dans ce cadre que nous devons essayer de résoudre les problèmes actuels résultant de la mondialisation. Les conclusions du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/53/1) peuvent être une base utile pour préparer l'action requise des Nations Unies. Pour que les avantages de la mondialisation se matérialisent, il est essentiel de gérer ses effets négatifs et de renforcer les institutions multilatérales.

Avant de terminer, je saisis cette occasion pour faire savoir que ma délégation, avec certaines autres, envisage de

présenter à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale un projet de résolution sur la mondialisation et la libéralisation de l'économie mondiale ainsi que sur la prévention de la marginalisation des petits pays en développement économiquement faibles et des économies en transition. Cette résolution affirmera l'importance de ce que dit le Secrétaire général dans son rapport sur l'activité de l'Organisation :

«Lutter contre la mondialisation serait vain. La tâche à accomplir consistera bien plutôt à en tirer le meilleur parti tout en contenant les effets dommageables. Renforcer les institutions multilatérales peut aider à mener cette entreprise à bien.» (A/53/1, par. 234)

Et étant donné qu'il faut d'urgence empêcher que la marginalisation économique des petits pays en développement économiquement faibles et des pays en transition ne s'aggrave encore, et aider ces pays à profiter de la mondialisation et de la libéralisation de l'économie mondiale, le projet de résolution appellera les États Membres à adopter individuellement et collectivement les mesures et politiques nécessaires pour prévenir la marginalisation des petits pays en développement économiquement faibles et des pays en transition et pour les aider à profiter de la mondialisation et de la libéralisation en vue de s'intégrer pleinement dans l'économie mondiale. L'Assemblée générale priera le Secrétaire général de l'ONU ainsi que le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement ainsi que les secrétaires exécutifs des commissions régionales de préparer un rapport analytique sur la question qui fait l'objet de ce projet de résolution et de le soumettre à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant de la Colombie, M. Jairo Montoya, Directeur général des affaires multilatérales.

M. Montoya (Colombie) (*interprétation de l'espagnol*) : Qu'il me soit permis, tout d'abord, de féliciter M. Didier Operti de son élection à la présidence de cet important organe. J'exprime également mon appui à la déclaration faite par l'Indonésie au début de ce débat, au nom du Groupe des 77.

Ma délégation accorde une grande importance à ce dialogue. Et elle tient à vous faire part de sa satisfaction d'avoir directement participé aux discussions préliminaires sur ses modalités, il y a deux ans.

Nous espérons que ce dialogue politique se poursuivra et se traduira par une contribution effective des Nations Unies à la relance de la coopération économique internationale. Nous soulignons qu'il se déroule dans un nouvel esprit d'association plutôt que d'affrontement. Pour encourager cette nouvelle approche, il faut définir les intérêts communs, les avantages mutuels et les responsabilités partagées.

Mais, plus important encore, nous espérons qu'en cette première occasion, le résultat et le résumé du dialogue comprendront les propositions pratiques qui ont été formulées pour parer, tant à court qu'à long terme, aux répercussions économiques et sociales de la mondialisation.

La mondialisation a été l'objet de nombreuses interprétations. Nous avons besoin d'une clarté politique et conceptuelle fondée sur une perspective commune aux différents acteurs. L'Organisation des Nations Unies est le meilleur lieu pour examiner cette question de façon globale, dans toutes ses dimensions politiques, économiques, sociales, environnementales et culturelles. C'est essentiellement à cela que tient la pertinence du débat de ces deux jours.

À mon avis, une des premières questions à étudier en profondeur dans ce contexte est celle-ci : comment la mondialisation pourra-t-elle offrir durablement des conditions propices à une croissance économique accélérée qui permette de réduire le chômage, de relever les salaires et d'atténuer la pauvreté? Deuxièmement, comment la mondialisation peut-elle être compatible avec la diversité culturelle et l'identité nationale dans les différents pays et régions? Troisièmement, comment la mondialisation peut-elle aider à préserver l'environnement mondial? Et enfin, comment la mondialisation peut-elle mener à un processus démocratique et participatif de prise de décisions dans les domaines de l'économie et du développement?

Il est par ailleurs essentiel d'éliminer les facteurs extérieurs qui limitent la portée de la mondialisation. Les restrictions imposées aux mouvements transfrontières de main-d'oeuvre sont un des principaux obstacles. La main-d'oeuvre est l'un des plus importants facteurs de la production, mais son mouvement international est soumis à des limitations de plus en plus sévères. Dans certains pays ces limitations se sont intensifiées ces derniers temps, dans d'autres pays elles seront renforcées en 1999.

Un autre risque externe tient à la tendance à subordonner l'accès au marché international au respect de normes de travail et de normes sociales, qui peut exclure des pays dont l'avantage comparatif légitime repose sur le coût relativement faible de leur main-d'oeuvre. La tentative d'introduire

ces normes et ces règlements est tout à fait contraire aux principes du libre-échange et de la libéralisation.

En outre, des mesures décisives doivent être prises pour éliminer les obstacles qui freinent l'accès au savoir-faire et à la technologie. Le régime international de la propriété intellectuelle ne semble pas être entièrement compatible avec le processus de mondialisation, car il est intrinsèquement restrictif. Cette question appelle donc un réexamen.

S'agissant de la crise financière actuelle, qui touche à présent l'économie mondiale, ma délégation partage l'opinion selon laquelle il faut mettre en place des mécanismes pour que les marchés monétaires internationaux soient plus transparents et prévisibles. De même, nous reconnaissons qu'il importe de pallier les conséquences à court terme des turbulences et de l'instabilité financières et monétaires par le biais d'instruments tels que la vigilance et la réglementation.

Mais ma délégation est d'avis que la priorité principale à long terme doit être d'orienter l'économie mondiale de façon que les quantités énormes de capitaux monétaires et financiers qu'elle génère soient consacrées à des activités productives et aux infrastructures. C'est la seule manière de corriger la nature spéculative que le processus de mondialisation a révélée ces dernières années.

En dehors de ce que je viens de mentionner, ma délégation estime que la communauté internationale devrait lancer une initiative mondiale pour renforcer le multilatéralisme. Le multilatéralisme doit être revitalisé et doit acquérir une dimension mondiale en faisant intervenir tant l'ONU que d'autres institutions multilatérales.

La majorité des institutions qui ont été créées à la suite de la Deuxième Guerre mondiale demeurent valables même depuis la fin de la guerre froide. Néanmoins, beaucoup de leurs mécanismes sont devenus anachroniques et inappropriés pour répondre aux besoins d'une planète caractérisée par la mondialisation, l'ouverture et la démocratisation.

Face aux défis, aux risques et aux déséquilibres qui résultent de la mondialisation, la relance du multilatéralisme est un impératif politique, éthique et historique, et c'est la seule façon d'éviter que le processus ne devienne ingérable.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Uruguay.

M. Pérez Otermin (Uruguay) (*interprétation de l'espagnol*) : Les crises qui ont successivement secoué les bourses du monde sont la manifestation la plus récente d'un processus dans lequel le pouvoir des gouvernements, le rôle des entreprises, la vie de leurs employés et les cultures nationales sont transformés par l'intégration économique et technologique du monde : le processus de mondialisation.

La nouvelle de l'assassinat d'Abraham Lincoln, en 1865, a mis 13 jours à traverser l'Atlantique et à parvenir en Europe. L'effondrement de la bourse de Hong Kong fin octobre 1997 a mis 13 secondes pour retomber, telle la foudre, à New York, Francfort, Tokyo, Tel-Aviv, São Paulo et Buenos Aires. C'est ce que l'on appelle tout simplement la mondialisation, un fait de notre vie réelle. C'est non seulement un terme à la mode de nos jours, mais également un concept qui représente la synthèse des transformations radicales que traverse aujourd'hui l'économie mondiale depuis plus d'une décennie.

Nous pouvons dire que le phénomène de la mondialisation est issu de la conjonction de trois forces puissantes : les technologies de recherche et de transmission de l'information, la formation de zones de libre-échange et de blocs économiques intégrés, et enfin l'interdépendance croissante des marchés matériels et financiers à l'échelle planétaire.

Dans une économie toujours plus intégrée, la capacité de tirer profit des créneaux commerciaux et de surmonter les obstacles qui les entourent est devenue une préoccupation prioritaire pour les États. Beaucoup de pays en développement, notamment les pays à bas revenus et les moins avancés, n'ont pas de capacités suffisantes pour élaborer des cadres normatifs adéquats qui leur permettent de tirer profit du commerce international en s'en servant comme un instrument efficace de croissance économique et de développement soutenus.

Assujettis à des régimes commerciaux libéraux et orientés vers l'extérieur, les pays en développement luttent pour élargir leur minuscule part des marchés mondiaux. Les institutions multilatérales qui encouragent le développement, et notamment l'Organisation des Nations Unies, doivent continuer de s'efforcer d'offrir une assistance stratégique en vue d'appuyer les efforts que font les pays en développement pour maximiser leur potentiel commercial.

Un des aspects les plus dramatiques du monde globalisé d'aujourd'hui est la contraction du marché du travail; le chômage — qui aujourd'hui, en Europe, atteint déjà 11 % de la population active et qui touche plus de 18 millions d'individus — met en relief l'ampleur de ce problème.

Quelles sont les causes de ce phénomène? Elles sont variées et complexes, mais la première est la formidable révolution technologique, profonde et irréversible, qui réduit les coûts de production moyennant un terrible coût social, remplaçant le travail humain par des machines perfectionnées.

Presque partout dans le monde, les taux d'emploi n'ont cessé de diminuer au cours des premières années de cette décennie. Selon un rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), il y a aujourd'hui 120 millions de chômeurs et 700 millions de sous-employés sur notre planète. Les experts de l'Organisation internationale du Travail attribuent les causes de ce phénomène à deux facteurs fondamentaux : la mondialisation et la libéralisation de l'économie. La première est caractérisée par le mouvement et le transfert d'importants flux de capitaux et par la recherche d'une main-d'oeuvre spécialisée à faible coût, et la seconde a des incidences plus larges et fait que les politiques d'ajustement impliquent de nouvelles répartitions de ressources en faveur de certains secteurs et au détriment d'autres. Ceci entraîne l'apparition d'un phénomène nouveau dans de nombreuses régions du monde : la croissance sans création d'emplois. En raison de la mondialisation de l'économie, les processus d'intégration et d'ouverture commerciale — qui ont démarré dans toutes les régions — ne s'arrêteront plus et lanceront à tous les pays un nouveau défi : celui de la compétitivité de leurs appareils de production et de la spécialisation nécessaire de ceux-ci. Cela implique la fermeture ou la reconversion d'industries et d'entreprises non viables, ainsi qu'une perte provisoire d'emplois.

Aujourd'hui, nous ne pouvons concevoir la mondialisation sans bien comprendre ce que signifie le développement de la science et de la technologie qu'il est impossible de continuer à considérer comme une activité d'importance secondaire. On ne saurait ignorer le rôle vital du développement scientifique et technologique en tant que moteur essentiel de la croissance et en tant que générateur de bien-être.

Le progrès scientifique est aujourd'hui un outil essentiel pour éradiquer la pauvreté, créer des emplois, améliorer la qualité de vie, promouvoir la culture et garantir la sécurité nationale. Il doit donc être une préoccupation prioritaire pour tous les gouvernements, à qui il incombe de promouvoir la création de savoir et l'adaptation aux nouvelles connaissances.

La clef du succès face à la concurrence internationale réside dans la capacité d'innover.

Aujourd'hui, nous examinons la mondialisation sous un angle économique et nous sommes donc amenés à en mesurer les incidences sociales, mais nous ne devons pas oublier que la mondialisation doit être avant tout conçue comme un phénomène culturel qui se transforme par la suite en un phénomène économique. Pourquoi? Parce qu'elle est issue de la science, et non de l'économie.

La mondialisation est un fait, pas une idéologie. C'est un fait qui a des conséquences fantastiques : en 50 ans, la production mondiale a quintuplé et les échanges commerciaux ont été multipliés par 15. Ceci à son tour a créé les conditions propices à l'augmentation des capitaux et de la masse monétaire, et la production augmente à l'infini, ce qui prouve que la richesse n'est pas seulement le produit physique en soi, pas seulement les biens matériels.

Un autre aspect intéressant de la mondialisation est qu'elle n'exclut pas les blocs. Les pays ont de plus en plus besoin de se compléter dans tous les sens du terme et de se ménager des espaces de libre-échange. C'est pourquoi notre pays, l'Uruguay, a lui aussi dû trouver une réponse à ce nouveau défi en s'intégrant au Marché commun du cône Sud (MERCOSUR) afin d'accélérer et d'adapter à notre époque le processus de libéralisation et d'intégration progressive de l'Amérique latine. Il n'est pas surprenant que les négociations d'Uruguay du GATT aient vu le jour dans notre pays car nous avons ressenti la nécessité de guider et de promouvoir le processus de libéralisation du commerce.

L'Uruguay considère le processus d'intégration comme un mécanisme d'insertion dans le monde globalisé.

Notre pays a traversé au début des années 80 une crise dont nous avons tiré des leçons. C'est pourquoi nous avons depuis lors mis en oeuvre une politique fondée sur des règles prudentielles, grâce à laquelle notre système financier est aujourd'hui sain et solvable. Ainsi, notre gouvernement a récemment confirmé son engagement d'atteindre les objectifs économiques prévus pour cette année et il a fixé les priorités suivantes pour 1999 : indice d'inflation de 4 à 5 %, croissance économique d'environ 3 % et un déficit budgétaire de 0,8 %; les grands équilibres économiques seront maintenus par une politique budgétaire appropriée, et notamment par la maîtrise des dépenses publiques.

Nous encourageons également toutes les mesures de précaution que le Fonds monétaire international pourrait adopter en vue de pallier les effets dévastateurs de la crise d'ampleur mondiale qui nous occupe et nous inquiète aujourd'hui. Des efforts louables sont déployés non seulement dans notre pays, mais également dans le reste de la région;

nous devons tous accomplir notre devoir, les pays développés dans les domaines qui leur incombent, les institutions financières de Bretton Woods dans le leur et les gouvernements dans le budget complexe de leurs économies nationales, en persévérant dans la voie des réformes structurelles qui s'imposent avec l'aide des organismes internationaux compétents.

L'économie de nos pays est frappée de plein fouet par les répercussions de la mondialisation, et essentiellement par les effets de la récente crise financière. Depuis que la crise a éclaté dans le Sud-Est asiatique il y a plus d'un an, les conceptions ont radicalement changé; l'Amérique latine doit attirer chaque année 50 milliards de dollars d'investissements privés internationaux pour maintenir ses taux de croissance et cela ne sera possible que si la rémunération du risque revient rapidement à son niveau antérieur dans chaque pays.

En dépit de cela, si l'on considère notre région comme un tout, on peut craindre que la perte de confiance vis-à-vis des marchés et l'évolution de la situation dans nos pays n'entraînent une série de dévaluations et, en conséquence, la reprise de l'inflation, nous faisant ainsi retomber dans le cercle vicieux que nous avons bien connu au cours des dernières décennies.

Un des problèmes principaux réside dans le fait que la tourmente asiatique et la crise financière récente en Fédération de Russie ont érodé la confiance, non seulement dans les pays touchés mais aussi par une sorte de phénomène de contagion dans les pays d'Amérique latine, parce qu'ils font partie de ce qu'on appelle les marchés émergents, malgré les différences entre les situations nationales. À cet égard, l'Uruguay fait notablement exception à la règle car l'alignement de notre dette nationale sur le niveau d'investissement nous vaut des financements extérieurs à faible coût.

Pour conclure mon analyse, j'aimerais répéter les paroles prononcées par notre Ministre de l'économie et des finances au cours d'une réunion récente avec les Présidents des banques centrales et le FMI, je cite :

«L'Uruguay, de par sa petite taille, ne saurait résoudre les problèmes du monde mais il contribuera largement à ne pas les compliquer davantage.»

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole à M. Abdul-Qader Ba-Jammal, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Yémen.

M. Ba-Jammal (Yémen) (*interprétation de l'arabe*) : D'emblée, j'adresse mes chaleureuses félicitations à M. Operti pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session. Je suis persuadé que sous sa conduite compétente, les travaux de l'Assemblée à cette session seront couronnés de succès.

Nous débattons aujourd'hui d'une question qui nous préoccupe et qui affecte les vies de nos nations et de nos États, comme nos relations. En effet, ce problème conditionnera nos destinées et notre avenir, ainsi que les aspects quantitatifs et qualitatifs que revêtira cet avenir pour les générations futures.

Bon nombre d'entre nous savent que la mondialisation est en théorie l'option économique du libre-échange et de la libéralisation qui nous est offerte après l'effondrement des économies socialistes et la fin de la guerre froide dans les dernières années de ce siècle. Pour certains d'entre nous, c'est un nouvel instrument qu'on utilise pour contrôler la division du travail dans le monde et maintenir le statu quo pour les pauvres et les consommateurs, sans proclamer d'idéologies ou de slogans politiques. Chacun peut interpréter la mondialisation de la manière qui lui semble le mieux servir l'économie de son pays et de sa région car, jusqu'ici, personne ne peut dire que la mondialisation est une philosophie qui favorise la coopération internationale et permet d'atteindre le bonheur.

Cette question appelle un dialogue plus exhaustif et plus détaillé, directement axé sur des problèmes tangibles tels que les conditions des déplacements et la libéralisation, les mouvements de capitaux et l'investissement, les garanties et les sources de financement. Nous devons donc mener une discussion approfondie en nous concentrant sur les détails pour éclairer l'ensemble du tableau et pouvoir comprendre de quoi il s'agit.

Nous devrions tous avoir la même conception de la question qui nous occupe aujourd'hui. En tant que groupe des pays les moins avancés, nous envisageons la mondialisation avec angoisse car, sans entraide, nous sommes menacés par l'isolement et la marginalisation. Nous avons vu ces forces à l'oeuvre dans les pays asiatiques dont le progrès économique était jusqu'à récemment considéré comme miraculeux. Aujourd'hui, nous constatons qu'ils subissent des fluctuations violentes. Si la mondialisation est un concept global, elle doit nous aider à comprendre et à résoudre les crises. L'approche de la mondialisation doit s'appuyer sur des principes constants, permanents et stables, y compris une certaine éthique et une rationalité des initiati-

ves et des pratiques dans les domaines des marchés financiers, des investissements et des politiques monétaires.

Les questions que se posent les pays en développement et les pays les moins avancés restent sans réponse, car on ne peut y répondre que par de vagues spéculations et des visions obscures. Pour des personnes simples qui se débattent pour sortir de la misère dans des pays comme le nôtre, parler de mondialisation semble un luxe intellectuel et théorique. La mondialisation ne présente pas une image concrète d'égalité. Ce qui est encore plus dangereux c'est que nous parlons de la mondialisation comme s'il s'agissait d'un fait providentiel et d'une option unique. Une telle logique fausse le dialogue et peut même bloquer toutes les possibilités de libre réflexion. C'est comme si nous étions dans un état de sujétion.

Les pays les moins développés, y compris le Yémen, doivent procéder à un processus de réhabilitation pour s'assurer une base minimum de développement et de ressources économiques afin de contribuer à l'intégration internationale et de jouer un rôle de partenaire au niveau international.

La mondialisation implique de nouveaux systèmes, des programmes de réforme radicale et de nouvelles structures de gouvernement efficaces et actives. Tout cela ne peut pas se réaliser par magie. Nous devons déployer des efforts intenses et développer une large coopération, cela implique non seulement une coopération entre pays au niveau gouvernemental mais aussi une coopération avec le capital privé et le renforcement des techniques professionnelles.

Alors que les conséquences et les perspectives favorables de la mondialisation créent des possibilités de progrès et de prospérité économiques, la réduction des énormes disparités qui existent est une approche essentielle pour que la mondialisation soit un système de partenariat authentique et non marginal. La réduction des écarts dans les domaines économique, technique et administratif ainsi que dans celui des communications est donc une question fondamentale.

Que vont faire les institutions de Bretton Woods, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et d'autres institutions et organismes apparentés? D'institutions qui se hâtent de gérer des crises, ils doivent se transformer en institutions qui tentent de prévenir les crises. Ils doivent travailler avec les pays les plus riches qui sont en mesure de formuler un programme de développement en vue de réhabiliter les pays en développement et les pays les moins développés pour réduire les disparités flagrantes dans des

situations où certains d'entre nous sont pris au dépourvu et n'ont même aucune option moins préjudiciable.

Nos pays doivent bien comprendre sur quelle voie ils s'engagent, quelles sont les conditions de leur participation au processus et quel est le prix qu'ils devront payer.

Pour terminer, certains d'entre nous ont posé des questions en cette occasion alors que d'autres ont tenté d'y répondre. C'est en cela que résident la valeur et l'utilité de cet excellent débat.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant du Nigéria.

M. Osio (Nigéria) (*interprétation de l'anglais*) : En raison de circonstances imprévues et étant donné que le texte de notre déclaration a été remis au Secrétariat dès hier matin, au moment où nous aurions dû intervenir, mon ambassadeur, le Représentant permanent du Nigéria, m'a chargé de prononcer la déclaration de la délégation du Nigéria au nom de notre Ministre des affaires étrangères qui ne peut être là en raison d'obligations nationales importantes.

Le Ministre des affaires étrangères m'a demandé de féliciter le Président de sa récente élection à la tête de cette session de l'Assemblée générale et de l'assurer qu'il espère vivement participer à toutes les activités des jours à venir. Nous tenons également à le remercier de l'occasion qui nous est offerte de prendre part à ce dialogue de haut niveau dont le thème complexe nous concerne tout particulièrement en tant que pays en développement. Les réunions de ce genre font progresser notre connaissance des questions en jeu.

D'abord, ma délégation s'associe pleinement à la déclaration prononcée hier par le Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie, au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

Dans notre vaste monde, que la technologie transforme chaque jour en un village planétaire à échelle réduite, il est clair qu'aucune nation ne peut se permettre d'être une île isolée vu que très peu — voire aucune — peuvent se vanter de satisfaire tous leurs besoins socioéconomiques et scientifiques au moyen des seules richesses existant sur leur territoire. L'interdépendance entre les nations, grandes et petites, est devenue aussi inévitable que la nécessité de libérer leur économie au sein du marché mondial, dans l'espoir que les produits et services nécessaires pourront être échangés entre nations de façon équitable et prévisible,

et dans la transparence. Ainsi la mondialisation sera ce qu'elle doit être, un moyen au service des peuples et non une fin en soi, un outil pour répondre aux besoins des peuples interdépendants ou de la grande famille mondiale.

Ma délégation croit en la valeur utilitaire de la mondialisation. Mais, quelle que soit la nouveauté de ce concept, la mondialisation profite-t-elle toujours à ceux qu'elle est censée servir? Non. De quelle façon ses effets ont-ils été négatifs? De plusieurs façons. Faute de temps, nous nous bornerons à traiter quelques-unes des raisons de cette situation sur laquelle les dirigeants politiques devraient se pencher.

Par exemple, la crise financière mondiale actuelle — qui a durement touché les puissances économiques de l'Asie du Sud-Est — est dans une grande mesure liée aux efforts que font les pays de cette région pour adopter les principes de mondialisation et de libéralisation économiques en vue d'absorber les flux d'investissement étranger direct. L'instabilité des marchés de devises qui en a résulté a produit dans son sillage des effets socioéconomiques négatifs dont souffre la population de ces pays, et qui risquent de se propager à d'autres pays du monde.

Par ailleurs, d'autres pays relativement plus pauvres qui, malgré de lourds handicaps, ont fait des efforts de libéralisation moins ambitieux pour s'intégrer dans l'économie mondiale ne sauraient être négligés. Depuis le début des années 80, les flux nets annuels en direction de 40 pays, en particulier d'Afrique, qui sont classés parmi les pays pauvres lourdement endettés, ont atteint environ 1,5 % du revenu national. Cela a accru leur dette extérieure qui est passée de 55 milliards de dollars en 1980 à 206 milliards en 1996. Pour ces pays, la crise financière mondiale actuelle, dont l'origine est à chercher dans les efforts de mondialisation, va aggraver une situation déjà difficile en raison d'autres facteurs. Parmi ces facteurs il faut mentionner la baisse constante du cours des produits de base à cause de laquelle le marché mondial ne peut donner aucun répit aux pays en développement pour alléger les lourdes charges de leur dette extérieure. Ces nations continueront donc de souffrir d'une croissance économique très faible et de mauvais résultats à l'exportation. En définitive, en l'absence d'une politique délibérée d'annulation de leurs dettes, tous les efforts que font ces pays pauvres pour monter dans le train de la mondialisation seront vains et leurs citoyens s'enliseront dans une misère sociale et économique toujours plus grave.

S'il est vrai que la mondialisation peut avoir des répercussions sociales et économiques tant néfastes que

benéfiques, il est tout aussi vrai que certains facteurs socioéconomiques peuvent rendre vains les efforts que font des nations de bonne volonté pour s'intégrer dans l'économie mondiale. Tout cela doit nous pousser à réfléchir sur la conception et la mise en oeuvre de saines politiques.

En fait, dans notre monde de plus en plus interdépendant, aucune nation ne doit rester en marge de la mondialisation et de ses bénéfices. Dans le même esprit, toutes les nations doivent s'entraider pour éliminer tous les obstacles tarifaires et non tarifaires qui les empêchent de s'intégrer dans l'économie mondiale. Qu'il s'agisse de déréglementation ou de libéralisation, l'éventuelle mondialisation devrait avoir un visage humain et viser à maximiser les avantages économiques et sociaux pour les nations et les citoyens.

En fait, on ne devrait nulle part se réjouir de voir que sur cette planète en plein processus de mondialisation, plus d'un milliard de personnes vivent dans la pauvreté absolue, qu'elles sont marginalisées au sein d'une même société civile internationale et se voient refuser la possibilité et le droit économique de participer à une vie économique productive.

Dans un registre moins sombre, nous sommes encouragés par la préoccupation et l'esprit de solidarité que manifestent certains pays développés face à la tourmente financière qui emporte ou menace d'emporter leurs partenaires développés. Nous apprécions les efforts acharnés qui sont faits pour éviter la contagion, et nous nous félicitons que le souci de voir triompher une mondialisation sans douleur gagne les pays en développement. Sous le parapluie de la famille des Nations Unies et avec l'aide des institutions financières multilatérales, nous devons faire en sorte que, tout comme l'ignorance et les conséquences négatives de leurs efforts n'ont épargné aucune nation avant l'intégration, la prospérité et le bonheur liés à la mondialisation doivent être répartis entre tous dans notre monde interdépendant.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*):
Je donne la parole au Représentant permanent d'El Salvador.

M. Castaneda-Cornejo (El Salvador) (*interprétation de l'espagnol*): El Salvador est heureux de participer à ce dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale sur le thème des répercussions économiques et sociales de la mondialisation et de l'interdépendance et de leurs incidences politiques, et nous nous associons entièrement aux idées présentées, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, par le

Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie, M. Ali Alatas.

La question que nous examinons est tout à fait pertinente, car nous estimons qu'un franc échange de vues et d'expériences peut contribuer à notre réflexion et nous permettre d'analyser et de rechercher ensemble des mécanismes pour surmonter les répercussions négatives de ce phénomène important et inévitable, qui ont surtout touché les pays en développement.

La mondialisation et la libéralisation des marchés ont créé de grandes possibilités mais aussi des défis importants pour la communauté internationale. Les avantages de la mondialisation sont connus de tous. De grands progrès ont été accomplis dans le domaine de la réduction de la pauvreté, et le commerce international et les flux de capitaux privés ont atteint des niveaux sans précédent. Les grands progrès accomplis dans les domaines de la technologie et de l'information ont pratiquement éliminé les barrières du temps et de la distance.

Cependant, comme chacun le sait, tous les pays ne profitent pas de façon équitable des bénéfices de la mondialisation. Les pays qui n'ont qu'une faible puissance économique et les secteurs les plus vulnérables de la société restent encore en marge de la mondialisation. Il est inquiétant de constater que les disparités qui existent entre les pays, mais aussi à l'intérieur de chaque pays, continuent de s'agrandir.

La communauté internationale doit oeuvrer de concert dans un esprit de coopération pour chercher les moyens d'inverser cette tendance; elle doit définir des mesures pour que les chances et les avantages qu'offre la mondialisation soient partagés entre tous les pays et entre tous les secteurs de chaque pays de façon plus équitable et plus juste.

Les risques que comporte l'interdépendance croissante sont clairement décrits dans l'analyse qui a été faite des dernières crises économiques et financières qui ont frappé différentes régions du monde et surtout les secteurs les plus vulnérables de la société. Par un effet de contagion, les crises financières d'une région ont des répercussions négatives dans différentes parties du monde et atteignent différents secteurs de l'économie internationale, et l'on voit clairement que cela peut s'accompagner d'un risque de récession mondiale. Aujourd'hui, plus que jamais, il importe de conjuguer nos forces et de redoubler d'efforts pour établir des mécanismes orientés vers la réduction des risques de l'interdépendance et pour éviter ce que certains

appellent très justement «la mondialisation des crises économiques et financières».

Il importe également d'établir des mécanismes nationaux, régionaux et même multilatéraux pour contrôler et surveiller de près les flux de capitaux, en particulier les flux à court terme, dans le but d'éviter les afflux et reflux violents qui peuvent entraîner des déstabilisations et des crises financières. Nous pensons également qu'il est essentiel de créer des filets de sécurité sociale pour protéger les couches les plus vulnérables de la société.

Nous ne pouvons parler de mondialisation sans aborder le thème de la coopération pour le développement. Nous sommes conscients qu'en cette ère de mondialisation et de libéralisation des marchés, le commerce international et les investissements privés prennent de plus en plus d'importance dans les pays en développement en tant que facteurs de croissance économique et de développement durable. Il est vrai que les flux de capitaux privés des pays développés vers les pays en développement ont continué d'augmenter, parfois rapidement. Mais il est tout aussi vrai que ces flux ne sont pas répartis équitablement entre tous les pays. Les pays qui n'atteignent pas une certaine dimension économique, comme le mien, sont souvent exclus du bénéfice des investissements privés.

Nous constatons avec une grande inquiétude que ces dernières années l'aide publique au développement a diminué de façon régulière. Pour beaucoup de pays, y compris le mien, l'aide publique au développement demeure une ressource importante; elle nous permet de mettre en oeuvre des programmes de développement humain durable qui dépendent essentiellement des programmes de coopération internationale.

Il importe de reconnaître que la majorité des projets à caractère social, tels que ceux relatifs à l'éducation, la santé et l'infrastructure de base, ne parviennent pas à attirer des capitaux privés, car dans beaucoup de cas, ces secteurs n'offrent guère de perspectives de bénéfices aux investisseurs nationaux ou étrangers. L'aide publique au développement est et restera un appoint important et, dans certains cas, indispensable au développement durable des pays en développement. C'est pourquoi nous pensons qu'il est essentiel de maintenir et de renforcer les mécanismes de coopération et de financement international du développement.

El Salvador est conscient qu'il est essentiel pour lui de s'intégrer dans l'économie mondiale et déploie d'incessants efforts à cette fin. Depuis 1989, nous avons adopté un

système d'économie sociale de marché et nous sommes parvenus à créer une situation macroéconomique stable et une croissance soutenue. Nous avons aussi appliqué une politique de libéralisation intégrale de notre économie, en procédant à des réductions tarifaires considérables, en éliminant des barrières non tarifaires et en nous conformant aux normes établies par l'Organisation mondiale du commerce. Nous avons mis en place des programmes de modernisation de l'État dans le cadre desquels des décisions et des mesures très importantes ont été prises, comme la privatisation des secteurs des télécommunications et de l'énergie, en utilisant une partie du produit de la vente des entreprises d'État pour financer une série de grands programmes d'investissement social. Par ailleurs, nous avons entrepris un programme national pour améliorer notre compétitivité, principalement en nous efforçant de former nos ressources humaines, de promouvoir nos exportations et notamment les exportations non traditionnelles, d'attirer des investissements et de moderniser nos infrastructures.

Un des objectifs de l'ouverture économique d'El Salvador est de promouvoir l'investissement national et étranger dans le pays, l'accent étant mis sur la diversification du secteur productif. Cet effort vise à promouvoir le développement des capacités technologiques afin de pouvoir relever les défis de la mondialisation. L'ouverture a donné de bons résultats et a stabilisé l'économie salvadorienne, comme l'ont reconnu des institutions de renommée internationale.

En dépit de ce qui précède, El Salvador a du mal à attirer des investissements directs pour lesquels la concurrence se fait de plus en plus vive. Comme l'ont indiqué beaucoup des orateurs qui m'ont précédé, la grande majorité des flux privés de capitaux sont concentrés dans un tout petit nombre de pays en développement, les plus faibles restant en marge, en dépit des énormes efforts qu'ils font pour rénover et adapter leurs politiques macroéconomiques afin de s'intégrer dans l'économie mondiale.

Pour terminer, je soulignerai que les Nations Unies doivent poursuivre leurs efforts en vue d'encourager le dialogue en faveur de la coopération internationale pour le développement. Nous, les pays en développement, oeuvrons pour nous intégrer dans l'économie mondiale, mais nous avons besoin d'un climat de sécurité qui garantisse l'accès de nos produits aux marchés internationaux, sans conditions et sans protectionnisme déguisé. Nous avons besoin d'un climat propice au transfert de technologies, en pleine conformité avec les règles de protection des droits de propriété intellectuelle, mais à des conditions de faveur pour les pays en développement, et d'un climat qui facilite les transferts de capitaux privés, notamment vers les pays qui,

comme El Salvador, n'ont qu'un faible poids économique, mais qui ont sensiblement stabilisé leur économie dans un contexte de consolidation de la démocratie et de la promotion des droits de l'homme.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole au Rapporteur de la première table ronde ministérielle sur la réaction des États à la mondialisation, M. Percy Metsing Mangoaela, du Lesotho.

M. Mangoaela (Lesotho) (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais présenter à la plénière de l'Assemblée générale un résumé de l'une des deux tables rondes ministérielles sur les incidences sociales et économiques de la mondialisation, celle sur la réaction des États, qui s'est tenue ce matin.

La table ronde ministérielle s'est ouverte sur une intervention du Président, le Ministre d'État de l'Allemagne, M. Helmut Schäfer. Les débats ont porté sur les défis et les occasions créés par la mondialisation, sur la nécessité d'offrir des chances égales aux pays développés et aux pays en développement, afin d'assurer un partage équitable des avantages tirés de la mondialisation, et sur la nécessité pour les pays en développement et leurs partenaires d'adopter des politiques nationales propres à faciliter l'intégration des pays en développement dans les processus économiques mondiaux, ainsi qu'à protéger les groupes de population qui souffrent de la mondialisation. La table ronde a abordé un certain nombre de questions importantes :

D'abord, les participants ont souligné que la mondialisation était un processus inévitable. C'est maintenant ainsi qu'elle est perçue dans le monde entier. L'idée qu'elle peut offrir de grandes possibilités à tous les pays est largement répandue. Les pays n'ont guère de choix : en décidant de rester à l'écart de ce processus, un pays risque fort de beaucoup perdre. On ne doit pas réagir de façon disproportionnée aux pressions et aux coûts qu'impose la mondialisation à des pays ou groupes de population. Même si ces difficultés et l'impuissance apparente des gouvernements face aux forces qui sont à l'origine de l'instabilité peuvent engendrer un sentiment profond d'incertitude et de frustration, cela ne doit pas nous inciter à croire que la mondialisation est une force maléfique qui peut et doit être rejetée.

Deuxièmement, il a été question de l'égalité des chances. La mondialisation a déjà produit d'énormes avantages, mais ces avantages ont été répartis de façon inégale entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci. Les pays industrialisés en ont tiré d'immenses bénéfices. En revanche,

pour une large majorité des pays en développement, les conséquences de la mondialisation ont été catastrophiques. La plupart des pays en développement n'ont pas une structure institutionnelle qui leur permette de s'intégrer efficacement à l'économie mondiale. Même à l'intérieur des pays industrialisés, certains groupes de population ont été exclus des avantages de la mondialisation. Pour les pays qui sont restés à l'écart du processus de mondialisation, les coûts de ce dernier se sont révélés être plus élevés que les avantages. Dans beaucoup de pays en développement, les conséquences sociales de la mondialisation ont été lourdes : recrudescence de la pauvreté, baisse de l'emploi, détérioration des conditions sanitaires et des systèmes d'éducation. La répartition asymétrique des avantages et les risques de la mondialisation justifieraient un nouveau contrat entre les pays en développement et les pays développés, fondé sur une véritable solidarité et sur la responsabilité partagée, en vue de créer des chances égales pour que tous les pays puissent pleinement profiter de ce processus. Il faudrait que ce contrat repose sur une vision commune de la croissance et du développement mondiaux, qui profite à tous les pays et à tous les individus.

Le Président assume la présidence.

Troisièmement, il faut que les pays réagissent à la mondialisation par des politiques appropriées. On a souligné que la gestion de la mondialisation est une question fondamentale. Les pays doivent optimiser leur stratégie d'adaptation en élaborant les modalités et le calendrier de leur intégration dans l'économie mondiale en fonction de leurs situations particulières. Ces stratégies devraient viser à la fois à maximiser les occasions à saisir et à limiter autant qu'il se peut les risques. Il vaut mieux procéder par étapes plutôt que de se lancer dans une libéralisation brutale.

C'est aux pays en développement qu'incombe au premier chef la responsabilité de leurs politiques et stratégies de développement. Ils doivent adopter des politiques macroéconomiques saines, s'efforcer d'augmenter l'épargne et l'investissement intérieurs, renforcer leurs capacités institutionnelles et juridiques, ainsi que leurs capacités de réglementation et d'encadrement et améliorer la gestion économique dans les secteurs public et privé. Ils doivent assurer la transparence des processus de prise de décisions et la reddition de comptes, et combattre la corruption.

Pour faire face aux crises issues de la mondialisation, il faudrait prévoir de nouvelles réglementation qui permettent d'anticiper sur ces crises. L'allègement de la dette du secteur privé s'impose avec une urgence particulière. Lorsqu'un pays est en proie à de graves difficultés, il peut avoir

besoin de geler temporairement les sorties de capitaux, comme cela est suggéré dans le *Rapport sur le commerce et le développement* de 1998.

Dans la mesure où certaines couches de la population risquent de se voir exclues des avantages de la mondialisation, voire d'en souffrir, il importe de concevoir des stratégies internationales en vue d'atténuer les conséquences négatives de la mondialisation. Il faudrait mettre en place des filets de sécurité sociale pour protéger les segments vulnérables de la population des effets éventuellement délétères de la mondialisation.

Enfin, bien que la question examinée ce matin ait porté sur les réactions des États, les réactions nationales et internationales se recourent si souvent qu'il nous est quelquefois arrivé de dévier sur les réactions internationales. Ce matin, nous avons abordé la question de l'augmentation de l'aide publique au développement pour appuyer le développement de certains secteurs, notamment l'éducation, la santé et l'infrastructure, ainsi que la réduction de la dette, l'appui à la mise en place de filets de sécurité, des accords commerciaux plus équitables et la facilitation des courants de capitaux privés.

Comme nous pouvons le constater d'après mon bref exposé, les échanges de vues ont été complets, détaillés et sérieux. Les résultats justifient parfaitement le temps que nous avons passé à examiner les problèmes posés par la mondialisation et la libéralisation — ce qui n'est qu'un point de départ pour un traitement détaillé et à long terme de ce phénomène.

Le Président (*interprétation de l'espagnol*) : Je remercie le Rapporteur de la première table ronde ministérielle de son intervention et je donne maintenant la parole au Rapporteur de la deuxième table ronde ministérielle qui est consacrée aux réactions internationales face à la mondialisation, S. E. M. Jānis Priedkalns de la Lettonie.

M. Priedkalns (Lettonie) (*interprétation de l'anglais*) : En faisant rapport sur la table ronde ministérielle qui était consacrée aux réactions internationales face aux répercussions économiques et sociales de la mondialisation, je voudrais féliciter le Président de la table ronde, les représentants nationaux et les représentants des institutions de l'ONU, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, l'Organisation internationale du Travail et le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales pour leurs contributions remarquables.

Les orateurs ont estimé qu'en cette fin de siècle, la dynamique de l'économie mondiale est conditionnée par la mondialisation. Les mêmes processus qui ont facilité les récentes innovations technologiques ont guidé le processus de mondialisation. Les capitaux sont aujourd'hui plus mobiles que jamais auparavant. Le volume du commerce mondial et de l'investissement étranger direct augmente plus vite que le produit national brut et une part croissante des investissements est le fait des sociétés transnationales.

D'autre part, comme l'ont souligné les délégués, la mondialisation comporte des risques pour les sociétés et pour l'économie. Les réactions internationales face aux répercussions économiques et sociales de la mondialisation ont généralement été considérées comme positives, alors que les réactions des États ont été inégales. De nombreux pays, notamment les petits pays dotés de faibles moyens technologiques, ont souligné que les structures sociales devraient se développer parallèlement au nouvel environnement économique. Ils ont souligné que la marginalisation peut poser un grave problème aux pays qui ont le plus besoin d'un accroissement des relations commerciales et des investissements, d'une croissance plus rapide, et de structures financières plus fortes pour amortir l'effet des brusques inversions de tendance des marchés. Il est donc à craindre que l'écart ne se creuse entre les pays qui peuvent tirer parti de la mondialisation et ceux qui auront du mal à profiter d'un système libéralisé et déréglementé.

On craint également que la mondialisation ne mette en péril les structures sociales et ne gomme les diversités culturelles, ainsi que les identités nationales et régionales. Ces défis dépassent la sphère économique et montrent bien qu'il faut des instruments culturels pour éviter l'exclusion et assurer la participation de tous les peuples.

Les événements récents ont montré que la crise financière actuelle ne se limite pas à l'Asie; elle est beaucoup plus générale. Nul n'est à l'abri. Une réaction internationale s'impose aujourd'hui. En fait, la gouvernance mondiale doit être encore beaucoup améliorée si nous voulons relever ce défi.

Le développement des systèmes financiers, fiscaux et redditionnels nationaux doit s'accompagner de réglementations au niveau mondial, surtout en ce qui concerne les déplacements des fonds en devises qui, nous le savons, sont de loin supérieurs à l'économie réelle et qui influencent les taux de change. Les années 90 ont montré que ce phénomène s'expliquait en partie par les systèmes de transferts de fonds. Deuxièmement, les instruments de la balance commerciale ne déterminent pas toujours la position d'un pays.

Ce sont plutôt les capitaux, les avoirs et les investissements qui déterminent la situation de la balance commerciale.

Les problèmes d'aujourd'hui, contrairement à ceux d'autrefois, ne viennent pas des déséquilibres des comptes courants, mais plutôt des changements brusques des comptes de capitaux. Les montants en jeu sont tels qu'ils dépassent les ressources des institutions financières internationales, malgré l'appui bilatéral supplémentaire très important qu'ont reçu plusieurs pays. Il faut donc prévoir un volume suffisant de fonds pour anticiper et prévenir les crises à venir; c'est là un grand défi pour nous tous.

À court terme, il importe avant tout d'évaluer la capacité du système monétaire international de gérer la crise. Les orateurs ont évoqué deux options possibles : faut-il formuler de nouvelles règles financières mondiales en se contentant de changements institutionnels mineurs ou faut-il redéfinir tout le système financier mondial? Quelle que soit la voie choisie, il est essentiel d'adapter les institutions financières internationales aux besoins du siècle prochain.

Outre la mise au point de règles de gouvernance internationales, les stratégies nationales sont également importantes. Il convient d'adopter des règles prudentes et d'assurer une gestion saine au niveau national.

La plupart des orateurs ont estimé que la mondialisation est irréversible. Cependant, on reconnaît que la mondialisation exclusivement orientée sur les marchés est indifférente à la justice et au progrès social et humain. Les membres de la communauté internationale doivent faire ensemble un gros effort pour établir des normes afin que la mondialisation favorise réellement le développement humain. L'ONU elle-même est le meilleur candidat pour jouer un rôle de chef de file en fixant des normes en la matière.

Nous sommes confrontés à une tâche majeure. On a souligné que des réponses nationales et internationales étaient nécessaires pour faire de la mondialisation un facteur mondial d'amélioration de la qualité de vie — tant sur le plan du bien-être économique que sur celui de la jouissance du patrimoine culturel — pour tous les peuples. Des politiques doivent être conçues pour assurer l'équité dans le commerce international et la société civile mondiale de façon à faire partager à tous les bienfaits de la mondialisation.

Comme l'a souligné le représentant de l'Organisation internationale du Travail, le progrès social et humain est indissociable de la croissance économique. Les ressources humaines doivent se mobiliser au niveau mondial, les

institutions des Nations Unies et le Conseil économique et social jouant un rôle central dans l'élaboration de la vision d'un monde futur. L'esprit d'équipe et l'expérience des Nations Unies fournissent une base solide pour cette tâche.

Le Président (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant de l'Indonésie qui va faire une déclaration au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

M. Alatas (Indonésie) (*interprétation de l'anglais*) : Nous arrivons au terme de ce qui a été incontestablement un dialogue très fructueux et très utile sur des questions capitales pour le Groupe des 77 et la Chine, et pour le monde entier. Au cours de ces deux journées, nous avons concentré nos débats sur les répercussions sociales et économiques de la mondialisation et de l'interdépendance et sur leurs incidences politiques.

Je ne vais pas présenter un résumé des travaux, encore moins des conclusions. Les rapporteurs des deux tables rondes l'ont fait. L'un nous a parlé de la réaction des États, l'autre des réactions internationales face à la mondialisation. Ils nous ont présenté des rapports lucides sur le déroulement des débats animés et stimulants. Une convergence de vues très encourageante a émergé entre tous les participants — représentants de gouvernements, d'institutions des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales, représentants de pays développés et de pays en développement — sur un aspect particulier de la mondialisation, à savoir la récente crise financière et économique qui a commencé dans une partie du monde, l'Asie de l'Est, mais qui par son ampleur est devenue une crise mondiale et s'est transformée de crise monétaire et financière en une crise économique et sociale majeure.

Il est également clair que face à la mondialisation ainsi qu'aux grandes possibilités et aux redoutables défis qu'elle crée, la communauté internationale est appelée à prendre des mesures urgentes au niveau mondial, régional et national pour gérer cette force en vue de maximiser ses avantages et de minimiser ses risques.

Aujourd'hui, je voudrais exprimer, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, notre vive reconnaissance au Secrétaire général et à ses collaborateurs compétents qui ont rendu possibles ces importantes réunions, et à nos partenaires du monde développé qui ont répondu si favorablement à notre appel en vue de la reprise du dialogue.

L'on se rappellera que le Groupe des 77 et les États du Mouvement des pays non alignés ont demandé la reprise du dialogue il y a près de quatre ans, dans l'espoir que ce

dialogue non seulement renforcerait la coopération économique entre tous les pays — développés et en développement — mais qu'il le ferait sur une base nouvelle, inédite jusqu'à présent dans des circonstances similaires. Comme il a été indiqué à diverses occasions, l'importance de cette innovation découle du sens de l'intérêt commun, de la solidarité et d'une authentique interdépendance. Les pays en développement espèrent que ces éléments conduiront ensemble à un partenariat mondial nouveau et équitable.

Nous espérons que cette première étape très encourageante de la reprise de dialogue ne s'arrêtera pas ici. Nous espérons que ce dialogue deviendra une habitude, un moyen concerté d'aller de l'avant et un début plus approfondi sur les questions d'intérêt commun vitales pour les pays développés et les pays en développement. Nous espérons que la nouvelle approche face à ce dialogue — comme je l'ai dit, fondée sur la communauté des intérêts et des avantages, et non comme autrefois sur un parti pris d'affrontement et d'hostilité — nous conduira au règlement des problèmes nécessitant une attention et une action commune urgentes. Nous estimons que les problèmes économiques et financiers actuels du monde exigent des solutions mondiales qui ne seront possibles que grâce à ce partenariat, et que la mondialisation rend encore plus impérieuse une collaboration pour faire face aux défis du prochain millénaire, déjà si proche.

Le Président (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole à M. Lennkh, représentant de l'Autriche et Directeur général du Département de la coopération et du développement de l'Union européenne, qui prendra la parole au nom de l'Union européenne.

M. Lennkh (Autriche) (*interprétation de l'anglais*) : Prenant la parole au nom de l'Union européenne, je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint M. Desai, ainsi que leur équipe, d'avoir organisé cette réunion qui, étant donné les troubles et les incertitudes économiques actuels, est particulièrement opportune.

Nous nous félicitons que la réunion soit organisée de façon à favoriser les interactions, en particulier dans le cadre des tables rondes ministérielles et des groupes d'experts.

Nous considérons aussi qu'il n'est pas encore temps de faire le bilan de ce débat très enrichissant et animé, et nous nous contenterons de faire quelques observations et de souligner ce que nous avons retenu de cette discussion. Le débat sur les possibilités, les défis et les risques de la

mondialisation a été très constructif. Il y a eu un large consensus sur le fait que le libre-échange et la libre circulation des capitaux ont eu des effets bénéfiques, tant pour les pays développés que pour les pays en développement, et leur ont ouvert de nouvelles possibilités. Cependant, on a également estimé que tous les pays n'en ont pas bénéficié de manière équitable et, en particulier, que les pays les moins avancés connaissent de graves problèmes de marginalisation.

La mondialisation a aussi des effets négatifs, tels que l'instabilité des courants de capitaux à court terme qui s'accompagne de risques graves, en particulier pour beaucoup de pays récemment passés à l'économie de marché. À la lumière des interventions des différents orateurs qui ont décrit l'expérience de leurs pays, un consensus assez large s'est dégagé sur l'importance de définir des politiques nationales appropriées pour relever ces défis. Il semble de plus en plus y avoir une convergence de vues sur ce que l'on entend par une saine politique. Outre une solide base macroéconomique, un bon cadre institutionnel et réglementaire est essentiel pour bien gérer les conséquences de la mondialisation.

Mais un autre point très important a aussi été souligné, à savoir que les stratégies d'adaptation à la mondialisation doivent comporter une dimension sociale et notamment prévoir une meilleure répartition des fruits de la croissance. Beaucoup d'orateurs ont insisté sur la nécessité d'aider en particulier les pays en développement pauvres à améliorer leurs capacités institutionnelles et de gestion afin de pouvoir faire face aux défis de la mondialisation. Une importante aide publique au développement reste nécessaire, tant pour les tâches institutionnelles que pour les actions purement humanitaires qui sont nécessaires dans bien des cas.

On a lancé un vibrant appel pour que l'on s'abstienne du protectionnisme et de l'isolationnisme. Il y a eu un large consensus sur le fait qu'il est nécessaire de renforcer le système multilatéral afin de faire face aux tâches urgentes qui nous attendent. Mais les réponses communes doivent être fondées sur des valeurs partagées qui reflètent les aspirations les plus larges de nos sociétés mondiales. L'O-N-U, avec son vaste mandat et sa légitimité, a un rôle irremplaçable à jouer pour définir les principes et les normes grâce auxquels il sera possible de réaliser le potentiel de la mondialisation.

En définitive, beaucoup de questions ont été soulevées au cours de cette réunion. Nous n'avons pas encore les réponses mais le moment est venu de réfléchir à des réactions communes. C'est pourquoi nous sommes heureux de

nous associer à l'appel lancé par le représentant de l'Indonésie qui, parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, nous a invités à élaborer ces réactions dans un esprit de partenariat.

Le Président (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne maintenant la parole à M. Michael Southwick, Sous-Secrétaire d'État aux organisations internationales des États-Unis d'Amérique.

M. Southwick (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Au nom du Gouvernement des États-Unis, je me félicite de l'occasion que nous offre ce dialogue de mieux nous entendre au sujet des possibilités et des risques liés au processus de mondialisation, qui nous a tous surpris par la rapidité avec laquelle il a transformé nos vies. En effet, ce dialogue, comme vient de le dire notre collègue colombien, a été mené dans un nouvel esprit de partenariat plutôt que d'affrontement.

Dans le discours qu'il a prononcé le 14 septembre devant le Conseil de New York sur les relations étrangères, le Président Clinton a bien montré que nous avons tous intérêt à maintenir un ordre économique stable et ouvert qui réponde aux besoins des gens ordinaires du monde entier. Il a promis que notre pays collaborera avec nos partenaires internationaux pour limiter les effets de la crise financière actuelle et que nous redoublerons d'efforts pour réformer nos institutions commerciales et financières afin qu'elles puissent mieux relever ces défis actuels et futurs. Il a exprimé ce que nous tous ici présents ressentons — à savoir qu'il est inacceptable que les tourmentes économiques plongent soudainement des millions de personnes dans la misère. Les États-Unis ne resteront pas les bras croisés face à cela.

Ce dialogue a été exceptionnellement franc et constructif. Parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, le Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie, M. Ali Alatas, a bien fait progresser notre discussion dans son discours liminaire. Il nous a rappelé que nous partageons un engagement collectif qui a été mis au point au fil des décennies, celui de combattre la pauvreté, et que nous disposons pour cette lutte d'un fonds commun de coopération et d'institutions que nous avons oeuvré à construire. Encouragés par sa confiance, nous pouvons espérer que même les pays les plus gravement touchés seront capables de se relever rapidement, pourvu que l'environnement soit propice à une réforme rigoureuse, à l'accès aux marchés financiers et aux marchés d'exportation, qui est nécessaire pour financer le développement, et à la participation au progrès technique. Bref, la réaction ne doit pas consister à

résister à la mondialisation — ce qui n'est ni possible ni souhaitable — mais à la faire mieux fonctionner.

Les États-Unis sont bien conscients que l'adaptation de l'économie nationale à la mondialisation est toujours un processus douloureux. Nous nous rendons bien compte des répercussions de la crise financière actuelle sur les plus pauvres, de la menace qu'elle peut faire peser sur les nouvelles démocraties et de la tentation que peuvent avoir les gouvernements de chercher des remèdes à court terme en revenant à des politiques qui ont échoué dans le passé. Nous exprimons donc notre admiration pour les gouvernements qui sont déterminés à garder le cap sur notre vision commune d'un monde stable, avec des sociétés ouvertes, prospères et démocratiques.

Les échanges qui ont eu lieu ici ces deux derniers jours ont jeté beaucoup de lumière sur les incidences sociales et économiques de la mondialisation. Il en ressort clairement que nous devons sortir du statu quo. Les défis sont redoutables. Cependant, même si l'impact de la crise financière est déjà très large, nous devons faire la distinction entre les problèmes des pays qui se sont agressivement lancés dans le processus de mondialisation en libéralisant leur économie et ceux des pays qui ne l'ont pas fait. De même, tout en reconnaissant que la crise économique actuelle a déjà eu des conséquences sociales graves dans beaucoup de pays, nous devons bien constater que les pays qui se sont efficacement attaqués aux causes structurelles de la pauvreté, en investissant dans le capital humain, en démocratisant leurs institutions et en adoptant de saines politiques de promotion de l'emploi, ont de tout autres problèmes que ceux ne l'ont pas fait. Enfin, le fait que presque tous les orateurs ici sont d'accord pour dire que les faiblesses institutionnelles — internationales et nationales — sont au coeur du problème devrait nous aider à définir une approche positive et globale de la mondialisation. Il faudra doser avec prudence la réforme et l'assistance, pays par pays.

Le Président Clinton a déjà proposé un plan en six points pour réagir à la crise financière. Nos débats pourront utilement y contribuer. L'Agence des États-Unis pour le développement international a déjà commencé à ajuster ses programmes d'aide pour tenir compte des conséquences humaines de la crise et appuyer les filets de sécurité sociale et la réforme des institutions financières. Comme je l'ai déjà dit, les États-Unis oeuvreront de concert avec les institutions internationales pour trouver des solutions. Le Gouvernement Clinton a pleinement conscience qu'un vigoureux pilotage international est nécessaire dans ces domaines. Nous y contribuerons.

Le Président (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, M. Kofi Annan.

Le Secrétaire général (*interprétation de l'anglais*) : Aucun problème n'est plus important que celui dont nous débattons ici depuis deux jours. Votre réunion ne pouvait pas être plus opportune. Je regrette seulement de ne pas avoir pu assister à tous les débats. Comme vous le savez, les dates de cette réunion ont été fixées très tard. J'avais de longue date un autre engagement que je me devais de tenir. Mais j'ai suivi vos débats de près par l'intermédiaire de mes collaborateurs. Je vous félicite d'avoir été droit à l'essentiel des questions inscrites à l'ordre du jour, et je suis heureux que vous l'ayez fait dans le cadre de groupes de travail officieux avec la participation d'experts externes. C'est là encore un exemple d'interaction efficace entre les États et les acteurs non étatiques, et j'espère que le monde y verra un trait caractéristique des Nations Unies.

Ce qui a débuté l'an dernier comme une crise asiatique est devenu maintenant, de toute évidence, un phénomène mondial. Aucune région du monde n'y échappe, même si, bien sûr, toutes les régions ne sont pas touchées de la même manière. En fait, un des dangers, et non des moindres, de cette crise, est qu'elle menace de creuser encore l'écart entre les riches et les pauvres, à la fois à l'intérieur des pays et au niveau mondial. En quelque sorte, c'est la première grande crise de la mondialisation. Mais je suis heureux que vous n'ayez pas perdu votre temps à débattre de la question de savoir dans quelle mesure la mondialisation doit en être tenue responsable. Cela pourrait avoir un intérêt pour les historiens, mais ce ne serait pas utile pour des responsables politiques comme vous. La mondialisation est un phénomène marquant de notre époque, et nous ne pouvons pas revenir en arrière, même si nous le souhaitons. Ce que nous devons faire, c'est trouver les moyens de mieux la gérer. Nous devons en quelque sorte maximiser ses avantages et protéger ceux qui risquent d'en devenir les victimes.

Mon ami Ali Alatas, Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie, a vu juste. Comme lui, je pense que

«plutôt que d'étouffer la mondialisation et la poursuite de l'intégration des pays en développement, nous devons nous demander comment la mondialisation peut servir au mieux toute l'humanité et comment on peut remédier à son côté imprévisible».

Je sais que beaucoup de pays en développement connaissent beaucoup de difficultés cette année. La tentation de se retrancher dans le nationalisme ou le populisme peut

être grande. Mais je trouve encourageant que dans pratiquement tous les pays en développement, ces fausses solutions sont rejetées. J'ai pu le constater lors du sommet du Mouvement des pays non alignés à Durban, auquel j'ai assisté au début du mois. Ce sommet a émis une éloquente Déclaration pour le nouveau millénaire, dans laquelle on peut lire notamment que :

«la création d'un système multilatéral fondé sur des règles constitue fondamentalement un progrès, mais pour réussir, ce système doit bénéficier de l'appui et de la participation active des pays en développement».

En effet, mes amis, c'est dans cette direction que nous devons progresser. S'il y a quelque chose qui ne va pas jusqu'à présent, c'est que les pays en développement ont souvent participé de façon bien trop passive à la recherche d'une réponse collective à la mondialisation.

Dans de nombreuses institutions où les décisions touchant l'économie mondiale sont prises — du Groupe des Sept à l'Organisation mondiale du commerce, en passant par nos institutions soeurs de Bretton Woods à Washington — les pays qui se font le mieux entendre sont ceux pour qui la réussite économique est déjà acquise. Aucune de ces institutions n'est infaillible, et elles ne le prétendent d'ailleurs pas, mais toutes ont beaucoup de sagesse à offrir. Une de mes priorités depuis que je suis devenu Secrétaire général a été d'établir des relations de travail plus étroites avec elles.

Mais l'Organisation des Nations Unies est irremplaçable et elle a un rôle indispensable à jouer. Son large mandat, sa composition universelle et sa capacité de faire intervenir des acteurs non étatiques, tout cela fait d'elle une organisation exceptionnellement bien outillée pour aider à définir une réponse mondiale à la crise, qui est universelle non seulement dans le sens géographique, mais aussi de par l'éventail des questions qu'elle soulève. À mon sens, nous avons la responsabilité particulière de faire valoir qu'il faut des solutions mondiales fondées sur des règles mondiales équitables pour tous. Nous avons également la responsabilité de veiller à ce que les nations réagissent non pas en se tournant le dos, mais en s'unissant pour trouver des solutions fondées sur les principes de base que nous avons tous en commun. Et nous avons la responsabilité d'insister pour que les intérêts de ceux qui sont le plus gravement touchés par la crise ne soient pas oubliés.

Cette année, selon nos dernières estimations, le coût pour les pays en développement de l'effondrement des cours des produits de base équivaut à environ 8 % de la valeur de

leurs exportations pour 1997 — et jusqu'à 15 % pour l'Afrique. Ces chiffres se traduisent par de terribles difficultés pour des millions d'individus. Il faut faire quelque chose pour leur venir en aide. Les mesures qui s'imposent sont celles que vous a présentées le Vice-Secrétaire général hier : accroître les flux d'aide publique et bien les cibler afin de répondre aux réels besoins des pauvres; prendre au plus vite des mesures pour réduire le fardeau de la dette qui pèse sur les pays les plus pauvres et que la crise a rendu encore plus insupportable. Le monde industrialisé a jusqu'à présent été relativement épargné. Mais, comme ses dirigeants commencent à le reconnaître, cet état de choses ne peut durer indéfiniment.

Il y a une semaine, le Président de la nouvelle Banque centrale européenne, Wim Duisenberg, a averti que l'agitation qui règne sur les marchés financiers internationaux freinera la croissance mondiale. Et lundi dernier, le Président Clinton a déclaré que la prospérité future des États-Unis

«dépend de notre capacité de collaborer avec d'autres pour rétablir la confiance, gérer le changement, stabiliser le système financier et promouvoir une croissance mondiale forte».

Je me félicite vivement de cette déclaration, ainsi que du programme en six points annoncé par le Président, qui me semble être un point de départ important. Certes, la crise ne saurait être résolue que si les nations industrialisées assument leurs responsabilités et décident résolument d'oeuvrer avec les autres pour trouver des solutions qui tiennent compte des intérêts de tous les pays.

Si ces nations agissent de la sorte, cette crise, aussi douloureuse soit-elle, peut avoir des effets positifs. Elle peut donner au monde l'occasion de traiter enfin de problèmes de portée mondiale dans un esprit réellement mondial.

L'ONU est prête à jouer son rôle et les travaux de l'Assemblée pendant ces deux derniers jours ont montré que nous avons une contribution importante à apporter.

Le Président (*interprétation de l'espagnol*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Nous avons suivi depuis deux jours une partie des débats et nous avons pu constater le succès d'une innovation dans les travaux de l'Assemblée. Au cours de cette réunion de haut niveau, on a vu se combiner de manière inédite plusieurs formules : le débat en séance plénière dans

le cadre duquel les délégations ont présenté la position de leur pays a été complété par deux tables rondes ministérielles consacrées à l'examen des réactions des États et des réactions internationales face à la mondialisation. Ces réunions ont donné lieu à un échange d'idées fructueux et stimulant sur des aspects fondamentaux de l'expérience acquise et des mesures adoptées aux plans national et international. En outre, deux réunions officieuses ont permis de rassembler un grand nombre d'informations spécialisées sur les connaissances et les idées du secteur privé, des spécialistes, des syndicats et de la société civile dans son ensemble.

On a ainsi examiné sous différents angles la question vaste et complexe de la mondialisation, de ses répercussions économiques et sociales et des réactions éventuelles sur le plan politique. Un esprit très constructif a régné tout au long du dialogue. Les débats ont été très riches de contenu et fertiles en idées et en propositions qui nous fournissent des bases pour chercher des solutions. Le Secrétaire général, dans son discours que nous venons d'entendre, et la Vice-Secrétaire générale, dans la déclaration qu'elle a prononcée au début de nos travaux, ont ébauché les directives et les orientations qui émergent ou qui semblent émerger de ces dialogues.

Je ne saurais rendre justice à toute la gamme d'opinions diverses et à toute la richesse des idées et des suggestions qui ont été présentées ici si j'essayais de les résumer dans leur totalité. C'est pourquoi, sous ma direction et en consultation avec les délégations, un compte rendu détaillé sera préparé et distribué dans les prochains jours. Je me contenterai pour le moment de faire quelques observations en soulignant quelques aspects saillants des débats.

Ces réunions de haut niveau ont fait ressortir l'utilité et l'importance, dans les circonstances actuelles, d'un dialogue de niveau ministériel sur la question de la mondialisation. C'est une question d'une importance capitale car elle touche toute l'humanité. C'est pourquoi la nécessité de mener un tel dialogue a été largement reconnue.

D'autre part, ce dialogue donne lieu à des interactions qui permettent de faire converger les différents points de vue et nous aideront à trouver des solutions. Je ne crois pas exagérer en affirmant que nous avons fait un premier pas dans la voie d'une meilleure compréhension mutuelle et d'une définition des domaines dans lesquels de nouvelles mesures sont nécessaires. Tous, sans exception, ont reconnu l'opportunité et l'importance de ce dialogue, de même que le rôle clef qu'a joué l'ONU dans sa promotion.

Tout semble indiquer que la mondialisation est inévitable, qu'il s'agit là d'une réalité incontournable et non d'une option. Nous n'avons pas le choix. C'est une force positive d'ampleur mondiale et non pas une force négative, bien que dans certaines circonstances elle puisse être aveugle. Pour éviter cette éventualité, il importe de canaliser soigneusement ce phénomène tant au niveau national qu'international.

L'internationalisation — ou mondialisation ou encore globalisation, car ces termes sont interchangeables — permet d'intensifier la circulation des ressources dans le monde, ce qui peut stimuler la croissance et améliorer le bien-être social.

Pour mieux s'intégrer dans l'économie mondiale, les pays doivent appliquer de vigoureuses politiques macroéconomiques, établir des cadres institutionnels et juridiques efficaces, s'appuyer sur une infrastructure physique, matérielle et humaine adéquate et gérer leurs économies avec rigueur. C'est aux pays en développement eux-mêmes que cette responsabilité incombe au premier chef, mais il n'en reste pas moins que l'aide et la coopération internationales demeurent essentielles pour que leurs efforts soient couronnés de succès.

S'il est vrai qu'à la suite du processus de mondialisation et des efforts de développement, des progrès extraordinaires ont déjà été enregistrés, les changements inhérents à ce processus et les innovations technologiques ont accru l'incertitude et multiplié les risques. Ce fait a été reconnu ici même.

Les disparités de revenus ont continué d'augmenter, contrecarrant les efforts que font les pays en développement pour intégrer les technologies de pointe dans leur économie afin d'améliorer leur compétitivité.

On risque de voir se déclencher un vortex déflationniste au niveau mondial car la crise financière actuelle pourrait dégénérer en une récession économique planétaire. C'est pourquoi nous devons adopter d'urgence des mesures correctives qui devront être rapides et décisives, pour prévenir ce risque.

Les gouvernements ne devraient pas réagir dans un sens isolationniste ou autarcique mais plutôt maintenir l'ouverture de leur économie. Ils devraient se concentrer sur leur capacité de renforcer les institutions et les infrastructures et s'efforcer de stimuler l'économie mondiale, de stabiliser les marchés financiers, d'accroître les flux d'aide publique au développement, d'alléger le fardeau de la dette des pays les plus pauvres et du secteur privé, d'améliorer

l'accès aux marchés en éliminant les obstacles qui s'y opposent et de renforcer l'appui aux filets de sécurité sociale.

Pour leur part, les autorités nationales ont la responsabilité de corriger les défaillances du marché mais le succès des mesures prises pour gérer la crise nécessitera des accords et un travail commun des autorités nationales et des institutions multilatérales créées justement à cette fin. Il faut donc pousser plus avant le dialogue sur la base de la compréhension mutuelle et d'une répartition judicieuse des responsabilités. C'est là le noeud du problème. Il est clair que le système financier international, avec ses structures actuelles, ne dispose pas des moyens de prévention et de persuasion nécessaires pour éviter les crises, et que nous devons donc le refondre. Cette refonte pourrait s'opérer de l'intérieur ou de l'extérieur. Les éléments essentiels du système doivent être la transparence, la responsabilité et la participation aux niveaux national, régional et international. Chaque pays doit déterminer le rythme et l'ampleur de la libéralisation des flux de capitaux, et doit être libre de tenir compte de ses propres besoins. L'ONU et les institutions de Bretton Woods devront continuer de travailler ensemble en vue d'appuyer les efforts des pays.

À cet égard, la coopération de l'ONU avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) doit être renforcée en vue de promouvoir le commerce international et d'éviter ainsi des pratiques et politiques protectionnistes. En d'autres termes, il nous faut un système commercial transparent et fondé sur des normes claires, qui constitue un cadre équitable permettant un juste partage des gains de la mondialisation.

L'Afrique et les pays les moins avancés qui sont menacés par la marginalisation ont besoin d'un libre accès aux marchés. Même s'il est vrai que les flux de capitaux privés ont beaucoup augmenté, ils ne peuvent remplacer l'aide publique au développement. Le niveau de cette dernière doit être accru. Des efforts plus vigoureux doivent être déployés pour atténuer le problème de la dette. L'accroissement des prêts à long terme fournis à des conditions favorables pourrait être un facteur de stabilisation. Les excédents des balances de paiement pourraient être recyclés sous forme de prêts et offerts sans conditionnalité et selon les modalités de l'aide humanitaire.

On s'est beaucoup occupé de la marginalisation de certains pays et groupes de populations ainsi que des asymétries, voire des inégalités, créées par la mondialisation. Les conséquences sociales catastrophiques de l'actuelle crise financière — chômage massif, disparition des services de

santé et d'éducation, aggravation inévitable de la pauvreté dans les pays touchés — suscitent de graves préoccupations. Pour les pays en développement qui risquent d'être marginalisés par la mondialisation, les coûts de celle-ci pourraient être supérieurs à ses avantages. De ce fait, une action concertée est nécessaire d'urgence pour leur fournir une aide accrue et davantage de débouchés commerciaux afin qu'ils puissent tirer réellement parti des fruits de la mondialisation. L'action devra être menée simultanément sur le front commercial et sur le front financier.

Il a été indiqué que le problème majeur pour les autorités est de déterminer les moyens de concilier les mesures politiques visant à régler les problèmes des marchés financiers avec les stratégies d'élimination de la pauvreté. En raison de l'instabilité inhérente aux marchés financiers et aux marchés du travail, un effort de contrôle, de réglementation et de supervision s'impose. Toutefois, il est clair les institutions compétentes en la matière sont à la traîne derrière les forces qui agissent au niveau international; d'où la nécessité de repenser et d'accélérer les efforts internationaux visant le développement institutionnel. Trois facteurs sont essentiels à cet égard : transparence, obligation redditionnelle et participation. Ces facteurs sont fondamentaux pour l'établissement des budgets car ils peuvent contribuer à la cohésion sociale et à la stabilité financière.

En résumé, on a fait observer que la cohésion sociale et les contrats sociaux semblent menacés et qu'ils doivent être protégés. On a dit que l'universalité des principes de base qui sous-tendent le droit du travail est nécessaire pour favoriser une convergence de vues dans les négociations

internationales. La fragmentation du marché du travail est une autre source de préoccupation. Le rôle que peuvent jouer les sociétés transnationales et entreprises dans une mondialisation socialement responsable a été souligné. Les conséquences sociales de la mondialisation sont liées à l'évolution des techniques de l'information. Il existe une nouvelle culture internationale; elle ne doit pas être préjudiciable à l'humanité.

En raison de la répartition inégale des avantages et des risques de la mondialisation, les pays en développement et les pays développés doivent travailler ensemble pour élaborer un nouveau contrat fondé sur la solidarité effective et la responsabilité partagée en vue de concevoir et de construire un nouveau cadre équitable dont tous les pays devront bénéficier. À cet effet, une conception commune de ce qui constitue la croissance et ce qui constitue le développement universel, selon laquelle tous les pays et tous les peuples doivent en bénéficier, est essentielle.

Ce sont là quelques observations préliminaires. Un compte rendu plus détaillé de ces réunions sera publié comme document de l'Assemblée générale. Une série de documents et de déclarations des pays et institutions existe déjà. À l'instar du Secrétaire général, nous pensons que nous apportons une contribution en faisant en sorte que l'ONU joue le rôle qui doit être le sien dans ce processus.

Je déclare clos le dialogue de haut niveau.

La séance est levée à 19 h 30.